

• **Mars 2021 • Numéro 182** •

Gauche : Espérances, Ambitions, Grandes et moins grandes Manoeuvres

Edito : Gauche : espérances, ambitions, grandes et moins grandes manoeuvres

*Par Jean-Luc Gonneau*

*La pandémie demeure, de loin, le sujet qui écrase l’actualité, d’autant que ses conséquences en termes de limitation des libertés (couvre feux, confinements, limitations strictes des rassemblements ou réunions) ampute l’activité politique d’une bonne partie de ses possibilités d’expression. Ce qui arrange le pouvoir en place puisque des élections régionales, où sa position est précaire, sont prévues dans quelques mois, et où l’élection présidentielle n’est plus très loin.*

*Face à ces échéances, la gauche, comme souvent, se trouve écartelée par les concurrences entre ses diverses composantes, à un moment où une union serait plus que bienvenue, à tous les échelons, pour conjurer ce qui demeure pour le pouvoir l’objectif majeur : rééditer en 2022 un duel Macron-Le Pen au second tour.*

*Les élections régionales deviennent un genre de tour de chauffe pour l’élection présidentielle. Le Rassemblement national pointe ses ambitions dans ses places fortes (Hauts de France, PACA, naguère fiefs socialistes), la droite veut préserver ses bastions, La République en marche n’est nulle part, sauf peut-être en Guadeloupe, en mesure de s’imposer sans une stratégie d’alliances improbables. Et la gauche ?*

*Le Parti socialiste espère conserver ses cinq régions, avec peut-être des alliances à géométries variables, mais la Bretagne, mais le départ du baron local Jean-Yves Le Drian peut brouiller les cartes. EELV, qui se sent le vent en poupe mais en surestimant peut-être la force, guigne presque partout. LFI tend la main à tout le monde, ne revendique pas de têtes de listes hors peut-être en Ile de France. Une main que certains se sont pas pressés de saisir. Et le PCF, unitaire comme tout le monde, penche plutôt, mais pas partout, vers un accord avec le PS. C’est clair ? Non. Vous avez noté le nombre de peut-être dans ce qui précède ? Oui ? Bien vu. Une lueur d’espoir dans les Hauts de France, où se profilaient trois listes, voire quatre, à gauche. Divine surprise : Patrick Kanner (PS), Fabien Roussel (PCF) et les députés LFI se rangent derrière la sympathique Karima Delli (EELV), comme quoi, oui, l’union à gauche est possible. L’accord Hauts de France fera-t-il des petits ? Pas sur mais croisons les doigts.*

*Pour l’élection présidentielle, c’est aujourd’hui une autre paire de manches. Chaque candidat, déclaré ou putatif, veut évidemment l’union, mais derrière son candidat. Fabien Roussel, le secrétaire général du PCF, a été adoubé par les cadres et attend l’onction des militants. Les miracles n’existent pas. Si nous comprenons l’attachement du parti à son identité et aux moments glorieux de son histoire, il demeure qu’une telle candidature n’a aucune chance d’accéder au deuxième tour, et pas même d’arriver au premier rang de la gauche au premier. Plus compliqué encore, le PCF fut en partie partie prenante du programme du candidat Mélenchon en 2017, programme qui, réactualisé, demeure la base de celui de 2022. On pourrait donc, non sans raisons, estimer qu’une candidature du PCF, comme celle de Benoit Hamon en 2017, pourrait priver la gauche d’un deuxième tour. Tenter, sans certitudes, de relancer une dynamique du PCF, en offrant une victoire à la droite ? Le jeu en vaut-il lachandelle ?*

*Indépendamment des ambitions individuelles, aussi respectables soient-elles, des Hidalgo, Jadot, Mélenchon, Montebourg, Piolle, liste non exhaustive, demeure la question du programme. Presque tous en sont à un début de commencement d’élaboration. La crise actuelle liée au Covid 19 est révélatrice : face aux errements de la gestion et de la communication gouvernementale, nous n’entendons,à gauche, qu’un concert de critiques, justifiées certes. Mais des propositions alternatives ? Seul une fois de plus, Jean-Luc Mélenchon propose un projet cohérent, criticable peut-être, mais argumenté. On peut ne pas aimer le personnage Mélenchon, mais c’est aujourd’hui la seule force de proposition à gauche. Aux autres de bosser, et si possible, de se retrouver.*

**Au sommaire de ce numéro**

**Macron : pourquoi tant de haine ?** Depuis le début de la 5e république, les présidents ou pu être détestés par une large part de l’électorat, parfois haïs par quelques uns. Emmanuel Macron attire, lui, un flux de haine bien plus consistant. **João Silveirinho** en cherche les causes. *Illustration glanée sur le net par* ***Benoist Magnat.***

La République laïque de Jean-Luc Mélenchon : un débat qui fracture la gauche et bien plus encore. Trop souvent déformée, caricaturée, la pensée de Jean-Luc Mélenchon sur la république et la laïcité est ici analysée avec finesse et le recul nécessaire par l’universitaire Vincent Soubise, et c’est (très) intéressant.

«Le capitalisme, c’est la guerre» slogan ou vérité ? Quand les crises se conjuguent, la guerre apparait toujours comme une éventualité. Nils Andersson analyse le rôle majeur du capitalisme dans l’occurrence des guerres. Et ce n’est guère rassurant. *Illustration de Tchalé Figueira*

[Chroniques du règne de Manu 1er l’infaillible](https://www.facebook.com/hashtag/chroniquesdur%C3%A8gnedemanulepetit?__eep__=6&__cft__%5b0%5d=AZWMxY44ecR5ZZ88JUbWvczfXDxaS-5b3dqRV64nGbOxmLRjH0tR-89RX15t-kTNoGYYIpfW40eOl6S01xV6sc0FblbX0ixcWs8mXnAv6x14DR6atfclLKRBimkBrthNrCLYdbXQerTyFLoFrNBhfxCyOU1Rna9dGApFNZ5Zb_U-bjMTZ0Lfr2EhdY1ajebZcBbOyeBVPG7n8Dl258lERTgh&__tn__=*NK-y-R) . Nouvel emprunt à à la page facebook de la très malicieuse Julie d’Aiglemont, où Naboléon et sa cour en prennent pour leurs grades. *Illustration glanée sur le net par la rédaction.*

L’échiquier géopolitique retarde l’approbation du vaccin Sputnik V. **Jeté, méprisé, délégitimé et mis de côté dans un premier temps par les puissances occidentales, le vaccin russe et les vaccins chinois (Sinopharm et Sinovac) entament leur lente ascension là où avant ils voyaient les portes se refermer, c’est-à-dire en Occident lui-même. **Eduardo Fabbri** décrit les coulisses de la «guerre des vaccins».**

Tribune : Désobéissance : Lettre ouverte aux «décideurs» . Liberanos, collectif né à l’initiative de quelques citoyens belges, rejoints depuis par de nombreux compatriotes et, de plus en plus par des français et des européens (ne pas confondre avec Libera nos, site frisant le «complotisme», revendique une désobéissance douce et joyeuse face aux atteintes inutiles à nos libertés décidées par les gouvernements. Texte sympa, donc on le publie *Illustration par Liberanos*

Mondialisation : vers l’Eden ou le zoo humain ? Si Jacques-Robert Simon est capable d’un humour des plus débridés, c’est avant tout un scientifique, qui aborde ici les dérives possibles des «progrès» de la technologie et les dangers qu’ils peuvent présenter pour l’avenir de l’humanité.

Les rois du nonsense. Des dessins ou photomontages typiques de ce genre d’humour

**Macron : pourquoi tant de haine ?**

*Par* ***João Silveirinho****. Illustration glanée sur le net par* ***Benoist Magnat***

Depuis le début de la 5e république, les présidents ou pu être détestés par une large part de l’électorat, parfois haïs par quelques uns. Emmanuel Macron attire, lui, un flux de haine bien plus consistant.

Il y a des degrés dans l’opposition à l’action et à la personne d’un chef d’Etat. Le jeu démocratique implique, nécessite même, des oppositions sur les politiques conduites. Tous les présidents les ont connues. Certains ont vacillé (les cohabitions imposées à Mitterrand et Chirac). D’autres ont succombé (Giscard d’Estaing, Sarkozy, Hollande, par forfait, métaphore sportive, De Gaulle par dépit, ou lassitude peut-être). Seuls trois eurent l’heur d’être réélus (De Gaulle, Mitterrand, Chirac). Le cas de Pompidou, décédé en cours de mandat demeure à part.

Un autre degré touche à la détestation de la personne même du président, même si cette détestation s’ajoute à l’opposition politique. On entre alors dans l’affect : on adore ou on déteste ses beaux-parents, ses voisins, ses collègues, son président. Parfois, la détestation se transforme en haine, silencieuse ou verbale le plus souvent, parfois violentes. Charles De Gaulle fut haï par de nombreux partisans de l’Algérie française, et faillit y laisser la vie. François Mitterrand suscita la haine dans des milieux ultraconservateurs et une panique chez les nantis en 1981. Tellement sensibles, les nantis. Giscard d’Estaing, Chirac, et même Sarkozy, s’ils connurent leur dose de détestation, ne furent haïs qu’à dose homéopathique et Hollande fut plus moqué que haï. Porté par le plein emploi et les derniers de l’embellie économique, Pompidou échappa à la haine, malgré «les copains et les coquins». Mais Macron…

La haine suscitée par son personnage a une intensité inédite sous la 5e république. Elle n’est heureusement pas générale (car il est bien connu que la haine est mauvaise conseillère) ni même majoritaire, et n’empêche pas 20 à 25% de nos concitoyens à adhérer à sa personne. Mais cependant sensible. En cause, au premier chef, ses propos méprisants envers ses compatriotes, qu’une phrase terrible résume : «dans un gare, c’est un lieu où l’on croise des gens qui réussissent et des gens qui ne sont rien». Une phrase prononcée lors d’un discours officiel, donc préparé, maîtrisé. Pas une bourde qui lui eût échappé (mais qui eût été signifiante elle aussi). D’un côté, les «premiers de cordée», de l’autre «ceux qui ne sont rien». Pas mieux, eût Adolphe Thiers, bourreau de la Commune, dont on célèbre aujourd’hui le 150e anniversaire (de la Commune, pas de Thiers). Subsidiairement, la phrase montre aussi la méconnaissance présidentielle de la sociologie des gares,où les «premiers de cordée», hors les compartiments de première classe des TGV, sont une espèce rare.



Bien d’autres phrases de cet acabit ont été lâchée par Emmanuel Macron. Elles ont illustré le costume taillé par la presse qui le désigne en «président des riches», ce que ses options économiques majeures suppression de l’ISF, cadeaux fiscaux aux entreprises (si possible les plus grosses), blocages des retraites qui concernent dans leur immense majorité «ceux qui ne sont rien», restrictions des services publics, si utiles à «ceux qui ne sont rien», violences policières dont les principales victimes sont des «gens qui ne sont rien», liste non exhaustive.

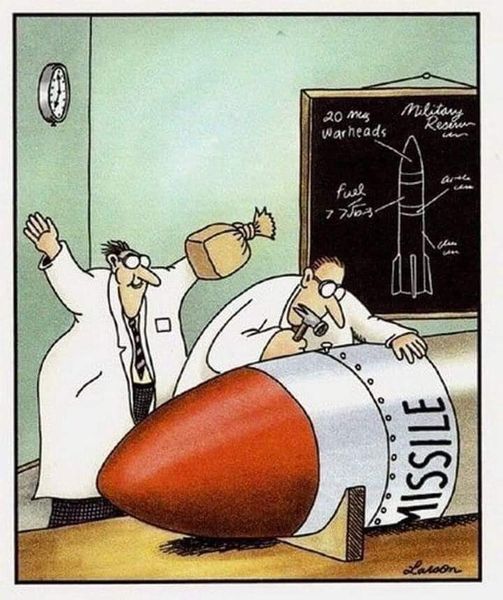
Phrases méprisante, politique favorable aux classes aisées, ajoutons-y une conception du pouvoir très personnelle, n’hésitant pas à prendre à contrepied tel ou tel ministre, y compris le premier d’entre eux, lancé voici quelques jours dans un panégyrique du vaccin Astra-Zeneca pourtant validé en haut lieu (presque tout ce que disent les ministres est auparavant validé par l’Elysée) et démenti dès le lendemain par le président. Continuation de la gestion calamiteuse de la crise sanitaire. Et cette personnalisation ajoute à «président des riches» la caricature de «Naboléon».

Juste pour le fun, car il ne s’agit pas d’un facteur (ou alors marginal) : ce qui fut peut-être un facteur de l’élection de son élection est aussi, à l’usage, une faiblesse. Outre que comme chaucun.e d’entre nous, il est de moins en moins jeune, il apparaît comme un prototype de ces jeunes cadres sans affects, ces «forts potentiels» sans états d’âme prêts à trahir leur encadrement (en l’occurrence Hollande pour Macron) et sans s’embarrasser d’empathie. Bien des victimes de «plans sociaux» ont eu affaire à ce genre de personnage et ne les ont pas gardés dans leur cœur.

Voilà pourquoi, monsieur, madame, Emmanuel Macron est haï. Il ne faut pas le dire, car ce n’est pas bien. Mais détesté…

Les Rois du Nonsense 1

*Dessin de Larson glané sur le net par Jean-Claude Laforgue*



La République laïque de Jean-Luc Mélenchon : un débat qui fracture la gauche et bien plus encore

*Par* ***Valentin Soubise***

Le président du groupe parlementaire La France insoumise mène actuellement une fronde, sur les bancs de l’Assemblée nationale, contre le projet de loi «séparatisme», finalement rebaptisé «projet de loi confortant le respect des principes de la République». Dans son discours du 1ᵉʳ février, Jean-Luc Mélenchon juge «inutile» et «dangereuse» une loi qui selon lui demanderait aux associations musulmanes de prêter des «serments d’allégeance» à la République. «Non, les chemins de la raison ne s’ouvrent pas à la faux. Non, la porte de l’universel ne s’ouvre pas à coups de pied. Non, l’amour de la République, comme tout amour, ne vaut rien sous la menace.» Jean-Luc Mélenchon réaffirme ainsi une conception de la laïcité qui ne doit pas être un «athéisme d’État», imposé par la contrainte, mais une séparation stricte où l’État, «indifférent» à la religion, garantit à chacun une liberté absolue de conscience. La laïcité a selon lui apporté une contribution historique essentielle à la sortie des guerres de religion en France et son enjeu principal est aujourd’hui encore de garantir «l’unité du pays». Or, le député considère que ce projet de loi ouvre au contraire «la porte à un déferlement» contre les musulmans.

Le ministre de la Justice Éric Dupond-Moretti a réagi en dénonçant un propos «inadmissible» qui, en laissant entendre que le gouvernement «stigmatise» les musulmans, risque de «renforcer l’attraction» exercée sur eux par l’islamisme, ce qui fait «incontestablement» le jeu du «séparatisme». Comment cette critique d’une complicité avec l’islamisme s’est-elle imposée et banalisée à l’encontre de Jean-Luc Mélenchon, alors même que, pendant la plus grande partie de sa vie politique, celui-ci était identifié comme un laïcard républicain virulent et intransigeant ? Sa rupture avec le journal satirique Charlie Hebdo, parce que ce dernier a été la victime et le symbole du fanatisme abject des djihadistes, est un facteur de poids qui a favorisé ce retournement de sens.

Charlie Hebdo : Je t’aime… moi non plus

Le 16 janvier 2015, Jean‑Luc Mélenchon prononce une oraison funèbre à la mémoire d’un «camarade» qu’il désigne comme un «héros» de la laïcité : «Charb, tu as été assassiné par nos plus anciens, nos plus cruels, nos plus constants, nos plus bornés ennemis, les fanatiques religieux». Devant les proches du dessinateur, le tribun adjoint à son propos une promesse : «Charb, ils n’auront jamais le dernier mot». Cinq ans plus tard, Charlie Hebdo n’a pas de mots assez durs pour accuser le dirigeant insoumis d’avoir renoncé à ses «positions intransigeantes» sur la laïcité : «On est passé de la République à l’indigénisme». En cause : la marche contre l’islamophobie du 10 novembre 2019 jugée «nauséabonde» et la participation du député des Bouches-du-Rhône qualifiée de «compromission odieuse» avec l’islamisme du fait de la présence de représentants d’associations accusés d’être proches des Frères musulmans. Le leader insoumis a-t-il vraiment «trahi» Charlie et ses propres convictions républicaines ? Comment comprendre cette polémique autour du candidat à la présidentielle 2022 ?

Deux gauches irréconciliables sur la laïcité

Suite à l’attentat de Conflans-Sainte-Honorine et à l’assassinat de Samuel Paty en octobre 2020, à la faveur d’un climat de recherche de coupables politiques, voire de «chasse aux sorcières» selon certains, d’autres acteurs se sont engouffrés dans cette fenêtre d’opportunité pour alimenter la même thèse. Le ministre de l’Éducation nationale Jean‑Michel Blanquer affirme alors que «Jean-Luc Mélenchon est un jour républicain et le lendemain islamo-gauchiste !» et qu’il restera «dans l’Histoire […] pour cette trahison». La maire de Paris Anne Hidalgo fait alors de ces «ambiguïtés» avec le cadre républicain son principal argument pour rejeter la candidature de Jean‑Luc Mélenchon en 2022. La virulence et la gravité de ces accusations ne doivent pas faire oublier que le dirigeant insoumis est loin d’être le seul à avoir soutenu la marche contre l’islamophobie du 10 novembre 2019. L’appel a été signé par une très vaste palette d’organisations et de figures de la gauche politique, syndicale, associative et médiatique. Le Parti socialiste (PS) est en fait le seul parti de gauche notable qui n’ait ni appelé ni participé à cette manifestation. C’est dire que les attaques à l’encontre de Jean‑Luc Mélenchon participent en fait surtout d’une «offensive payante des “laïcards”», comme l’écrit le journal Le Monde, et du creusement d’un fossé de plus en plus abyssal entre deux gauches irréconciliables : l’une est accusée d’avoir transformé le combat laïc en cheval de Troie de la haine des musulmans et elle désigne l’autre comme la complice de réactionnaires religieux voire du terrorisme djihadiste lui-même.

Laïcité et défense des musulmans : une étroite ligne de crête

Jean‑Luc Mélenchon, dont l’ambition politique affichée depuis qu’il a quitté le PS en 2008 est de refonder politiquement la gauche et le peuple, dit vouloir éviter le piège de cette opposition stérile. Il affirme vouloir ouvrir la voie d’une ligne de crête entre les deux «camps» de cette «guerre des gauches». Une démarche que ne renierait pas le député européen Raphaël Glucksmann quand celui-ci déclare que la gauche doit cesser d’être «borgne» : «Elle doit être radicalement anti-intégriste et antiraciste. La gauche doit voir le problème avec ses deux yeux.» Cette double préoccupation est déjà présente en 2004 chez Jean‑Luc Mélenchon. Au nom de la lutte contre le «communautarisme», le sénateur finit par trancher pour l’interdiction du voile à l’école (et 10 ans plus tard, il considère encore qu’il s’agit d’un [«signe de soumission»](https://www.ktotv.com/video/00092690/jean-luc-melenchon) des femmes).

Pourtant, celui qui est alors identifié comme un «laïcard» virulent rencontre déjà des difficultés à se positionner dans un débat dès 2004 dans l'ouvrage Causes républicaines paru au Seuil «piégé» par les «instrumentalisations racistes» de la laïcité. Dès 2004, il écrit : «Pour être franc, je n’aimais pas l’idée d’une loi contre le port du voile à l’école […], je sentais autour du débat la présence répugnante des arabophobes, cohorte sournoise de la haine.» De même, lors de la polémique autour des «prières de rue musulmanes» en 2010, expression fortement médiatisée à l’époque, le dirigeant du Parti de gauche (PG) s’en prend à la présidente du FN qui compare le phénomène à l’occupation nazie mais il affirme : «Pour autant, condamner les délires de Le Pen ce n’est pas s’accommoder des prières dans la rue.» Le combat antiraciste ne doit pas introduire, par un effet de compensation et de «façon insidieuse», l’idée que «l’intransigeance laïque» conduirait «au racisme ou à “l’islamophobie”».

La défense d’une «laïcité étendue»

On peut observer une constance dans le parcours politique de Jean-Luc Mélenchon : il ne considère pas «que le problème essentiel de la France ce soit l’antisémitisme et l’islamisme», auxquels on consacre des «émissions non-stop» dans «un gavage sans fin». En 2004, la principale menace n’émane pas selon lui du voile islamique mais des régionalistes corses et bretons qui revendiquent un droit «communautariste» dérogatoire. Le sénateur prône alors une «laïcité étendue» contre ces «nouveaux fronts» prioritaires. Il se dit même excédé «de voir la seule vindicte antireligieuse tenir lieu de discours de référence laïque.» Il affirme aussi que l’Église catholique, du fait de l’histoire, du concordat, et de son influence politique, représente une menace bien plus sérieuse pour la laïcité que le culte musulman. En 2020, il n’existe selon lui en France aucun «parti de masse qui serait le djihadisme terroriste ou bien même l’islamisme politique». Il juge ces phénomènes très minoritaires, privés de représentation électorale et donc loin de représenter une menace sérieuse pour la laïcité. Ces prises de position tendent à rejoindre Olivier Roy quand le politiste souligne qu’il n’y a jamais eu en France un degré de consensus aussi élevé qu’aujourd’hui sur la laïcité, puisqu’elle est défendue d’un bout à l’autre du champ partisan. Les propos de Jean‑Luc Mélenchon témoignent en fait d’une cohérence de long cours quand il affirme : «La laïcité, ce n’est pas la haine d’une religion. L’État laïc, ce n’est pas un athéisme d’État.» Mais ce qui a évolué en revanche est son rapport à un ensemble de mots et concepts antiracistes.

Antiracisme, islamophobie : le pouvoir des mots

En mars 2015, le PG ne participe pas à un meeting à Saint-Denis (co-organisé entre autres par le NPA, le PCF, EELV, mais aussi par le PIR, le CCIF et l’UOIF) contre «l’islamophobie», car comme l’explique le communicant et coordinateur du PG Eric Coquerel : Avec ce terme, il «est difficile en effet de faire la part entre la libre critique de la religion et le racisme». Jean-Luc Mélenchon confirme ce point de vue huit mois plus tard : «Je conteste le terme d'islamophobie. On a le droit de ne pas aimer l'islam comme on a le droit de ne pas aimer le catholicisme». En novembre 2020, le député insoumis préfère toujours parler de «haine des musulmans» plutôt que d’islamophobie mais cette préférence lexicale ne justifie plus, à elle seule, une absence de soutien aux militants qui combattent le racisme en employant le terme «islamophobie» : «La vie n’est pas une partie de Scrabble» et «ceux qui font des pinailles sur les mots offrent des diversions, c’est tout, et rien d’autre.» La défense des victimes du racisme est désormais jugée prioritaire sur le choix des concepts qui servent à désigner ce combat. Le terme d’ailleurs ne serait finalement «pas si inadapté que ça» pour décrire «la phobie […] des gens qui deviennent fous quand ils voient des musulmans ou qu’ils voient une mosquée». Jean-Luc Mélenchon affirme avoir évolué en constatant que les musulmans ne considéraient pas le terme islamophobie comme une tentative d’interdire la critique de l’islam mais comme un moyen de les stigmatiser.

Une prise de conscience d’un décalage avec les musulmans

C’est donc la prise de conscience de son décalage vis-à-vis d’«opprimés» que le «tribun du peuple» se devrait de représenter, qui justifie ce revirement chez Jean-Luc Mélenchon. À l’encontre d’une vision nominaliste qui voudrait que la vérité d’un mot soit inscrite objectivement en lui, c’est ici une conception privilégiant ses usages sociaux qui l’emporte : le terme «islamophobie» serait essentiellement devenu un objet de conflit entre ceux qui stigmatisent les musulmans et ceux qui leur résistent.

Cette conception est dénoncée comme relativiste et contestée par Henri Peña-Ruiz, le philosophe qui faisait anciennement autorité au sein du PG sur la question de la laïcité (et qui se retrouve aujourd’hui désavoué par le leader insoumis) : «S’incliner devant une expression partisane et fausse sous prétexte qu’elle est répandue c’est renoncer à une clarification idéologique nécessaire». Pour le philosophe, admettre le concept d’islamophobie, c’est accepter un glissement du combat antiraciste sur un terrain religieux qui lui est étranger et qui le défigure.

Il est certain que, malgré la participation de nombreuses organisations progressistes à la marche du 10 novembre 2019, le dirigeant insoumis n’est pas parvenu à imposer dans le débat public sa propre définition de l’événement : une «manifestation de fraternité du peuple français qui s’est achevée par une Marseillaise vibrante». L’attaque de la mosquée de Bayonne est restée absente des débats et le thème de la trahison «islamo-gauchiste», jusque-là cantonné à l’extrême droite, a fait une percée inédite au sein de la majorité, de ses alliés et de nombreux acteurs médiatiques légitimes. Le politiste Samuel Hayat compare ce phénomène à la rhétorique du «judéo-bolchévisme» qui a consisté au début du XXe siècle à «utiliser le climat antisémite très répandu» pour attaquer la gauche.

Le multiculturalisme est un fait

Dans l’idéal mélenchonien, la laïcité à la française ne doit pas s’opposer au multiculturalisme. La laïcité n’y est pas considérée comme l’élément d’un modèle culturel assimilationniste mais comme un principe d’unité politique de la communauté souveraine, reposant sur l’égalité absolue de tous les citoyens devant une loi indivisible. La République laïque doit assurer une protection des individus en situation minoritaire. Dès 2000, le sénateur écrit : «Le droit à une identité culturelle personnelle a un préalable : la laïcité absolue de l’État.»Dans cette perspective, la République laïque est le bien de ceux qui n’en ont aucun autre, qui sont exclus de la propriété matérielle comme de l’appartenance ethnique au «clan» ou à la «race» majoritaire.

Cette dimension est fondamentale pour ce pied-noir né à Tanger qui se considère comme un immigré maghrébin déraciné et privé de tout terroir. Ce raisonnement est explicité par Raquel Garrido : «Quand tu es immigré, il n’y a rien de plus solide que l’histoire républicaine des Français pour faire corps avec le reste de [la population].» (Entretien avec l’auteur du présent article, 12 août 2020). En 2011, Mélenchon affirme à l’encontre du président Nicolas Sarkozy : «De toute façon le multiculturalisme est un fait. […] Ce qui n’est pas un fait c’est que cela fonde des droits politiques.». Voici comment le propos est reformulé en 2020 dans une critique destinée cette fois-ci à Emmanuel Macron : «Le communautarisme, ce n’est pas la pratique d’une communauté […]. Nombre de Français participent à des communautés de toutes sortes et pas seulement religieuses […]. Le communautarisme c’est précisément quand une communauté décide que les règles qu’elle veut s’appliquer à elle-même s’appliquent contre les lois et en dépit de ce qu’en pensent les membres de cette communauté. […] Le communautarisme est notre adversaire en toutes circonstances.» On retrouve dans cette citation l’idée qu’il faut protéger les individus contre des communautés qui voudraient de force les embrigader juridiquement comme leurs «membres».

Du particulier à l’universel : la «créolisation»

En septembre 2020, Jean-Luc Mélenchon emprunte le concept de «créolisation» au philosophe martiniquais Édouard Glissant. Il cherche ainsi à décrire un fait sociologique objectif résultant du «métissage» des arts et des langages, un choc permanent des cultures dans une société qui ne peut jamais connaître d’état stationnaire. Ce qui est nouveau chez le dirigeant insoumis, outre l’emploi du mot, est que cette «créolisation» sert à désigner «le chaînon manquant entre l’universalisme dont [il se] réclame et la réalité vécue qui le dément».

Ce n’est donc pas l’assimilation à une norme dominante donnée a priori mais le mouvement historique de créolisation entre différents groupes humains qui constitue le processus réel de progression vers «l’homme universel qui peut-être bien n’existera jamais, mais qui est un point d’horizon vers lequel il est possible de se diriger, de cœur et d’esprit». L’universalisme abstrait dont le député insoumis est depuis longtemps le défenseur ne doit plus occulter la réalité des différences ni invisibiliser le tort subi par les dominés qui en sont exclus.

Mais si Jean-Luc Mélenchon a conscience que l’existence d’inégalités et de discriminations contredit constamment l’universalisme, cela ne doit jamais conduire à abandonner ce dernier au motif qu’il serait un mythe. En 2012, il affirme déjà que la devise républicaine est «un mensonge, car il n’y a pas de liberté, ni d’égalité ni de fraternité dans cette société.» Pour autant, elle ne doit pas être abandonnée, au contraire, elle est le symbole qui doit être constamment brandi pour chercher à en rapprocher le plus possible la réalité. Au Karl Marx de La Question juive qui rejette les droits de l’Homme comme une mystification bourgeoise dissimulant l’exploitation, Jean-Luc Mélenchon semble alors préférer le philosophe [Jacques Rancière](http://www.gallimard.fr/Catalogue/GALLIMARD/Folio/Folio-essais/Aux-bords-du-politique) qui souligne l’efficacité et la performativité de la «phrase égalitaire» : affirmer et croire en une égalité qui n’existe pas encore est le seul moyen de la faire progresser dans la réalité.

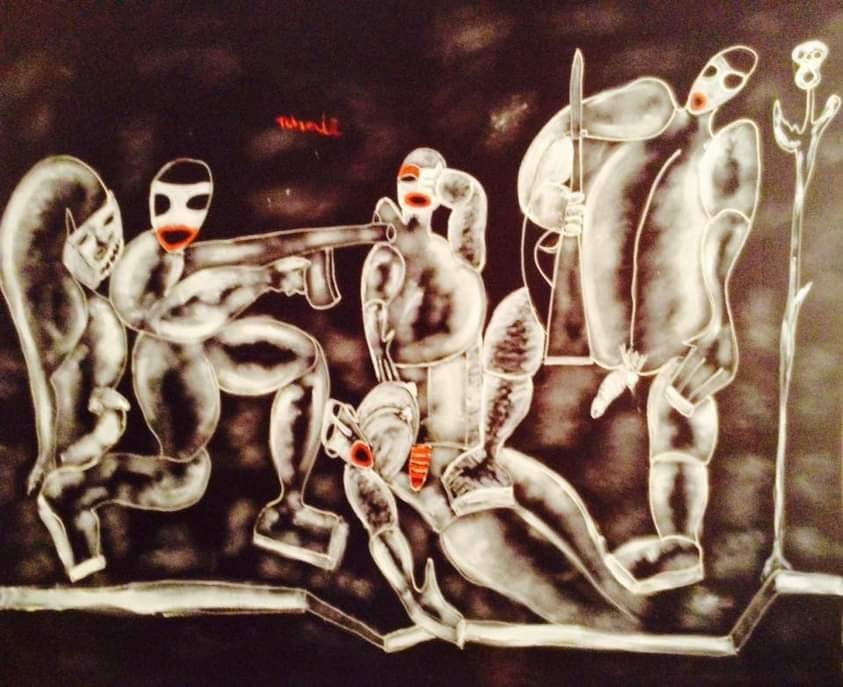
*Valentin Soubise est doctorant en science politique (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) Texte paru sur le site The Conversation France*

«Le capitalisme, c’est la guerre» slogan ou vérité ?

*Par* ***Nils Anderson****. Illustration de* ***Tchalé Figueira***  *(série la guerre est stupide) glanée sur le net par* ***Octavio Espirito Santo***

«Le capitalisme c'est la guerre», amène le constat tout aussi évident que la guerre a existé avant le capitalisme. Comme l'a dit justement Jaime Torres Bodet : «Les guerres naissent dans l'esprit des hommes» et «la paix est avant tout, au même titre que la guerre, un état de conscience.»[[1]](#footnote-1) Ainsi, comme le capitalisme c'est la guerre, la religion c'est la guerre, le nationalisme c'est la guerre. Mais aussi, lisons Saint Thomas : «Une guerre juste peut être décrite comme un os qui venge les torts», se libérer de l'occupant ou de la colonisation oblige les peuples à la guerre.

La guerre est une réalité, mais affirmer que «le capitalisme c'est la guerre» est-ce un slogan ou une vérité ? La volonté et l'affirmation de puissance sont un élément constituant de la guerre, mais les mécanismes, les logiques, les finalités, les raisons et déraisons qui mènent à la guerre diffèrent dans l'antiquité, l'ordre médiéval ou le système interétatique capitaliste. Pour faire simple, dans l'antiquité un souverain idolâtré conquiert terres, biens et esclaves, puis les dieux et au Haut Moyen-Âge, Dieu décide de la guerre. La Renaissance marque le passage de la guerre chevaleresque et des condottieri à la levée d'armées de mercenaires financées par les banques pour les guerres des papes, des rois et des empereurs, des armées qui vont servir aussi à écraser les révoltes paysannes. «Non seulement la guerre de Cent Ans, mais aussi la colonisation des Amériques furent financées en grande partie par le capital commercial italien.»[[2]](#footnote-2)



De la Révolution française nait l'armée-nation qui annonce la conscription, dans le contexte des guerres napoléoniennes Clausewitz définit la «guerre absolue». Au stade du capitalisme industriel, la conquête coloniale du monde se rationalise avec le passage, au nom de la civilisation et du progrès, de comptoirs pour le commerce et la traite au stade colonial de possession des terres, soumission des peuples, exploitation du sol et du sous-sol, négation de l'autre, par la guerre.

Le capitalisme du réel est parfaitement défini par Fabien Scheidler : «Une économie qui vise l’accroissement sans fin du capital ; des États-nations dotés d’appareils militaires, policiers et administratifs centralisés ; et une idéologie qui présente l’expansion de ce système comme une mission providentielle dans l’histoire de l’humanité.»[[3]](#footnote-3) Des mécanismes, logiques, finalités, raisons et déraisons qui fondent le jugement de Jaurès que «le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l’orage.»

Réalité, tragiquement vérifiée en 1914, mais le cours présent de l'Histoire démontre-t-il la permanence du jugement de Jaurès ? On répète à l'envi que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale l’Europe occidentale a connu une longue «période de paix», c’est oublier que les peuples du tiers-monde ont connu, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, décolonisation et effet collatéral de la confrontation Est-Ouest, les guerres impérialistes et la violence de la répression.

Au tournant des années 1990, le monde occidental, avec les États-Unis comme puissance dominante, est devenu hégémonique. Il ne connaît pas, entre les puissances qui le composent, de contradictions majeures qui soient antagonistes et, pour la défense de ses intérêts et profits, le monde occidental dispose d'une puissante alliance militaire, l'OTAN. Le capitalisme, tout à son hégémonie, répand alors la galéjade sur «la fin de l'Histoire» et George Bush père, président de la plus grande puissance économique et militaire que le monde a connu, proclame : «Nous nous trouvons aujourd’hui à un moment exceptionnel et extraordinaire... un nouvel ordre mondial peut voir le jour... Une ère où tous les pays du monde, qu’ils soient à l’Est ou à l’Ouest, au Nord ou au Sud, peuvent prospérer et vivre en harmonie... Un monde tout à fait différent de celui que nous avons connu. Un monde où la primauté du droit remplace la loi de la jungle. Un monde où les États reconnaissent la responsabilité commune de garantir la liberté et la justice. Un monde où les forts respectent les droits des plus faibles... une nouvelle ère, moins menacée par la terreur, plus forte dans la recherche de la justice et plus sûre dans la quête de la paix.»[[4]](#footnote-4) Quel a été ce monde de paix, de liberté et de justice annoncé ? Un monde de guerres en raison de la nature même du capitalisme.

Ce que vérifie *Le capitalisme c'est la guerre,* en relatant au fil de trente ans d'interventions militaires, les objectifs hégémoniques des puissances occidentales lors de la première guerre d'Irak, de la guerre civile dans l'ex-Yougoslavie, des guerres du Kosovo et de Serbie, de l'intervention militaire en Somalie, du génocide rwandais, des guerres dites «justes» d'Afghanistan, d'Irak puis de Libye, du déchirement syrien et de l'impasse sahélienne. Des guerres menées sous le couvert du «droit d'ingérence humanitaire» puis de la «responsabilité de protéger», qui ont dévasté des pays et mutilé des peuples, des guerres lors desquelles les dirigeants des grandes puissances ont eu recours pour les justifier à des *fake news*, des guerres «légalisées» en manipulant et instrumentalisant l'ONU, bafouant sa mission fondatrice de préserver la paix, des guerres dont l'OTAN fut à plusieurs reprises le bras armé, des guerres où, en violation des Conventions de Genève, se sont accumulés des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Ainsi, devenues sans adversaires, les puissances occidentales capitalistes, au lieu d'adopter des politiques de réduction des contradictions entre puissances régionales ou d'apaisement lorsque des tensions religieuses, ethniques, culturelles, historiques, déchirent des populations, ont recouru sous la forme de coalitions internationales ou dans le cadre de l'OTAN à la violence militaire, démontrant ainsi la nature du capitalisme de vouloir toujours et encore conforter son hégémonie, étendre la mondialisation économique néolibérale, s'assurer le contrôle des voies commerciales, imposer sa vision de la démocratie.

Mais l’évolution des rapports de forces entre les principales puissances a connu depuis la fin du XXe siècle une forte accélération. Le Nouvel ordre mondial proclamé après la disparition de l’ordre international du sortir de la Seconde Guerre mondiale n’aura duré qu’une génération. Si du fait de l'inégalité des forces en présence - même si la guerre de guérilla reste un piège pour les armées les plus puissantes -, toutes ces guerres furent militairement gagnées, nulle part la paix n'a été établie. Ce qui marque la fin des temps où il suffisait aux puissances coloniales de brandir le glaive pour imposer leur «paix».

Les profondes transformations survenues dans le rapport de force entre puissances historiques ou émergentes, le déplacement du centre de gravité des tensions internationales de la zone euro atlantique vers l’Asie-Pacifique, les menaces d’affrontements entre des puissances régionales puissamment armées et l’élargissement du champ de bataille entre les grandes puissances jusqu’à l’espace extra-atmosphérique, inscrivent aujourd’hui les conflits potentiels non plus dans un cadre de guerres asymétriques, mais dans un retour à des guerres inter-étatiques de haute intensité, une réalité dont il faut prendre pleinement conscience dans un monde hégémoniquement capitaliste, hautement concurrentiel, traversé par des crises sociales et économiques, éthiques et religieuses, sanitaires et politiques et dans lequel, cause de tensions, la domination occidentale se voit contestée. «Le capitalisme c'est la guerre» est à entendre au présent et il n'est d'autres forces pour s'y opposer que celles des peuples.

*Texte Paru dans http://www.recherches-internationales.fr/*

[Chroniques du règne de Manu 1er l infaillible](https://www.facebook.com/hashtag/chroniquesdur%C3%A8gnedemanulepetit?__eep__=6&__cft__%5b0%5d=AZWMxY44ecR5ZZ88JUbWvczfXDxaS-5b3dqRV64nGbOxmLRjH0tR-89RX15t-kTNoGYYIpfW40eOl6S01xV6sc0FblbX0ixcWs8mXnAv6x14DR6atfclLKRBimkBrthNrCLYdbXQerTyFLoFrNBhfxCyOU1Rna9dGApFNZ5Zb_U-bjMTZ0Lfr2EhdY1ajebZcBbOyeBVPG7n8Dl258lERTgh&__tn__=*NK-y-R)

*Par* ***Julie d’Aiglemont****.*

Chronique du dixième jour du mois de mars en l’an de disgrâce 21. Où il est question d’occupation, de doléances et de fiel

Sous la houlette d’une Guilde, les saltimbanques - qui crevaient de ne plus pouvoir exercer leur art - envahirent les théâtres. A Lutèce puis dans les bonnes villes de Toulouse et de Strasbourg, il en alla de même. Le Roy était fort marri de cela. Qu’allait-il donc se tramer dans ces lieux si les comédiens, les actrices, et leurs comparses - que l’on avait bien commodément fait taire en octroyant aux plus en vue d’entre eux de copieux subsides quand les autres, celles et ceux d’en bas, en étaient réduits à une quasi mendicité - se mettaient à parler comme ces maudits Engiletés ? Notre Délicat Hippocrate - dont ces fâcheux troublaient la quiétude - dépêcha sur place Madame la baronne du Cachalot. On la croyait disparue corps et biens, elle réapparut, toutes voiles dehors.

La baronne était fort embarrassée. Elle avait bien mieux à faire que d’aller écouter les âcres récriminations de ces fâcheux qu’elle faisait pourtant mine de cajoler depuis le Roy l’avait distinguée en la faisant Chambellane aux affaires de l’art et de l’esprit. Elle médita un temps d’affamer ces coquins mais fort marrie de ce que Sa Tyrannique Suffisance exigeât qu’elle se mît en besogne pour étouffer la révolte, elle dut se résoudre à une fort tardive visite. A l’Odéon, lieu d’où était partie la révolte, certains imaginèrent en retour la ficeler et la rôtir. La baronne étant grassement nourrie - contrairement à celles et ceux qui n’avait plus un liard pour subsister - elle eût suffi à sustenter toute la troupe des occupants pour le souper. On y renonça.

Les cahiers de doléance furent établis et l’on chargea madame du Cachalot - ainsi épargnée de finir comme la dinde de la farce - de les porter devant le Roy. Sitôt sortie, la baronne fit savoir tout le dégoût que lui causaient ces saltimbanques qui avaient le toupet de réclamer des subsides non seulement pour eux mais pour tous les fainéants et les traine-misère qui ne trouvaient plus à s’employer que de manière discontinue, au bon vouloir des patrons et des maitres des forges. L’envahissement des théâtres était selon ses dires «inutile et dangereuse». On lui renvoya le compliment.

Au Château, Notre Grandiloquent Bibelot avait ordonné que l’on préparât les salons d’apparat afin d’y recevoir en grande pompe deux bouffons auxquels il venait d’enjoindre de jouer une saynète afin de rappeler à la jeunesse du pays qu’il ne fallait point se papouiller, se bisouiller et se turlutter à moins de se trouver à une toise de distance. Les bouffons, bouffis d’orgueil, relevèrent le gant. Ils ne se sentaient plus d’aise de se retrouver à tu et à toi avec Sa Jaspineuse Toquade. On ne manquerait point de leur demander comment il siérait que le Roy rendît hommage à l’un de ses grands prédécesseurs, Naboléon 1er. Cet auguste personnage inspirait fort Notre Petit Monarc qui

se postait chaque jour de profil près du buste impérial. Il prenait la pose. Il s’enflait, s’arrondissait, se rengorgeait, bombait le torse et arquait le nez, sentant poindre le sacre. «Sire, vous y êtes presque, que Votre Majesté continue dans cette voie !» susurraient mielleusement les Conseillers.



Dans le camp de la Sénestre – la véritable – on se préparait à commémorer le souvenir de la Commune. Las ! Monsieur Thiers et les Versaillais avaient fait des petits, lesquels entendaient bien que l’on continuât d’écrabouiller et de vilipender ces égorgeurs et ces pilleurs. Ils allèrent se répandre d’importance dans les salons de la Lucarne Magique du baron du Pot-Doré, à l’hôtel de Séniouze, où les Haineux avaient table ouverte du matin jusques au soir. On déversa des flots de bile noire sur ceux qui n’avaient eu que le tort de vouloir «escalader le ciel» parce qu’animés de justice et d’égalité, ces valeurs qui étaient devenues des insignifiances en Startupenéchionne. On mit madame la baronne de l’Ide-Aligot en garde. Accepter que des honneurs fussent rendus à ces gueux - que monsieur Thiers avait eu la belle idée de faire massacrer - équivalait à donner un blanc-seing aux Engiletés et à ces fâcheux Insoumis, maudits rejetons des Communards.

La baronne, qui entendait jouer sa partition - bien qu’elle jouât épouvantablement faux - dans le camp de la Sénestre, était bien embarrassée. Elle se contenta de se récrier contre les reitres noirs du Sieur Teutonic, le Grand Bailli de la place de Lutèce, pour avoir fait évacuer les quais de la Seyne emplis d’une foule joyeuse qui avait - le temps de quelques rayons de soleil - tenté d’oublier que le pays était muselé. S’entasser à des milliers dans des charrettes communes pour aller au labeur était chose permise, sourire au soleil était formellement prescrit. Le Chevalier d’Alanver avait fort pompeusement énoncé - le visage à découvert et le verbe fort haut comme à son accoutumée - que le port du masque était «indispensable partout où il est décidé qu’il est, même en extérieur sur une plage parce que sinon on oublie de le porter, plus on le porte, mieux c’est.» On était au pays du Grand Cul par dessus Tête.

L’échiquier géopolitique retarde l’approbation du vaccin Sputnik V

*Par Eduardo Fabbro.Traduit de l’espagnol par Estelle et Carlos Debiasi.*

La pandémie Covid redistribue les cartes de la géopolitique mondiale. La Russie et la Chine ont émergé depuis la marge avec leurs propres vaccins alors que l’Occident représentait 90% de la production des, jusqu’à présent, trois laboratoires autorisés à fabriquer le vaccin, Pfizer-BioNTech, AstraZeneca-Oxford et Moderna. Ce jeudi 11 mars, l’Agence Européenne des médicaments, AEM, a à son tour approuvé la distribution du vaccin Johnson & Johnson. C’est le premier antidote qui fonctionne avec une dose unique et qui peut être conservé au réfrigérateur pendant trois mois. L’AEM a une liste d’attente avec 20 autres produits, dont Sputnik V. Bien que son efficacité ait été prouvée grâce à une utilisation en temps réel dans de nombreux pays, dont l’Argentine et 8 autres pays d’Amérique Latine, les Européens font durer l’autorisation finale avec des arguments qui ne sont pas toujours très clairs. Selon le RDF, le fonds souverain russe en charge de l’approvisionnement de Spoutnik V à l’étranger, 48 pays le fournissent actuellement à une population de 1,2 milliard d’êtres humains.

En principe, Sputnik V est en phase d’«*évaluation*» pour l’Agence européenne. Cependant, il existe un échange permanent d’accusations entre Moscou et l’UE. Cette dernière a fait preuve d’une grossièreté et d’une mauvaise foi extraordinaires à l’égard du vaccin russe. Une responsable de l’Agence européenne des médicaments (Christa Wirthumer-Hoche) a déconseillé aux pays de l’Union de recourir au Spoutnik V sous prétexte que ce vaccin était «une roulette russe». Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a jugé ces déclarations «regrettables» et a exigé des «excuses». Le palmarès de la mauvaise foi a été atteint par la présidente de la Commission Européenne, Ursula Von der Leyen, qui se demandait  pourquoi la Russie propose théoriquement des millions et des millions de doses sans faire suffisamment de progrès dans la vaccination de sa propre population».

L’AEM a mis trois mois à autoriser quatre vaccins (Pfizer-BioNTech, AstraZeneca-Oxford, Moderna et Johnson & Johnson). Le dernier, Johnson & Johnson, est entré dans le processus en février. Au total, il y a trois autres vaccins en attente d’autorisation européenne, c’est-à-dire qu’ils sont dans la phase dite d’ «examen continu» : Novavax, CureVac et Sputnik V. Moscou se moque du retard dans l’autorisation de son vaccin et s’interroge (sur Twitter) «s’il vaut vraiment la peine de participer au processus d’évaluation si l’Union européenne (UE) n’a pas l’intention d’ajouter Spoutnik V à son portefeuille de vaccins». L’Europe prétend que les données fournies par la Russie ne sont pas entièrement «convaincantes» et, comme il s’agit de la première formule produite en dehors de l’Occident avec l’ambition d’être distribuée dans les pays occidentaux, cela exige que «les usines de production soient inspectées» (Ursula Von der Leyen). Malgré tout, Sputnik a surmonté la méfiance de plusieurs pays. Au total, Moscou a commandé 815 millions de doses, la Chine 720 millions, les laboratoires US 8,1 milliards et les Européens 4,1 milliards.

Les commandes de vaccins occidentaux dépassent de loin celles de la Russie et de la Chine. Jeté, méprisé, délégitimé et mis de côté d’abord par les puissances occidentales, le vaccin russe et les vaccins chinois (Sinopharm et Sinovac) entament leur lente ascension là où avant ils voyaient les portes se refermer, c’est-à-dire en Occident lui-même. Le premier à forcer l’accès malgré la mauvaise volonté des Européens a été Spoutnik V. Dans les pays de l’UE, seules la Slovaquie, la République tchèque et la Hongrie l’ont réservé pour leur campagne de vaccination. Mais la peur peut être plus puissante que le pouvoir lui-même. Les énormes retards dans la fourniture du vaccin par Pfizer-BioNTech et AstraZeneca-Oxford ont fait entrer petit à petit la formule russe par la petite porte. Initialement, 55 millions de doses étaient prévues d’ici juin pour le nouveau vaccin Johnson & Johnson approuvé. Cependant, on parle déjà de retards dans le calendrier.

L’Italie, maintenant, vient d’officialiser un accord avec Moscou pour produire le vaccin en Italie. La chambre de commerce italo-russe a révélé le 9 mars que «à partir du 9 juillet 2021, Spoutnik V sera produit en Lombardie». L’accord prévoit la production de «10 millions de doses entre le premier juillet et le premier janvier 2022». Il s’agit en fait du premier accord à l’échelle européenne pour la production, sur le territoire de l’UE, du vaccin de Moscou. Selon la Russie, son dispositif actuel lui permet de fournir à l’Europe environ 50 millions de doses entre avril et juin 2021, maintenant, il vient d’officialiser un accord avec Moscou pour produire le vaccin en Italie.

La guerre pour obtenir des doses supplémentaires a déclenché une lutte entre l’Union Européenne et les laboratoires et une guerre interne entre les mêmes pays du *Vieux Continent*. Critiquée par la lenteur de la campagne de vaccination, Ursula von der Leyen a annoncé mercredi 10 mars un nouvel accord avec Pfizer-BioNTech visant à obtenir quatre millions de doses supplémentaires avant fin mars. Dans le même temps, le président du Conseil européen, Charles Michel, a accusé le Royaume-Uni de mettre son veto sur les exportations du vaccin AstraZeneca-Oxford vers l’Union Européenne. Le Premier ministre britannique Boris Johnson a rejeté l’accusation et a réaffirmé que son pays «s’oppose au nationalisme vaccinal sous toutes ses formes».

**Confrontation ouverte**

Comme pour les masques en 2020, la confrontation entre États et laboratoires se déroule devant l’opinion publique. C’est aussi évidement que la position politique de l’Europe à propos du vaccin russe. Si 1200 millions de personnes se tournent vers Spoutnik V dans le monde, on se demande de quoi l’UE a besoin comme autre condition pour ouvrir ses portes. Le paradoxe est la norme. Le siège de la Commission Européenne est situé en Belgique. Bruxelles est la capitale de l’Europe par excellence. Cependant, la campagne de vaccination belge est l’une des plus chaotiques. Moins de 3% de la population a été vaccinée. Les pourcentages ne sont pas plus encourageants pour l’UE dans son ensemble. 6,1% de ses citoyens ont été vaccinés avec une première dose contre 17,1% aux États-Unis, 21% au Chili, 32% en Grande-Bretagne et 57% en Israël.

Des autorisations de fourniture des vaccins trop lentes, des obstacles logistiques, une programmation médiocre, une lenteur exaspérante dans l’application des décisions et des retards dans les laboratoires expliquent le rythme d’escargot avec lequel l’Europe avance. Selon les données de la Commission, les laboratoires Pfizer-BioNTech, Moderna et AstraZeneca ont livré jusqu’à présent 57 millions de doses. Aux États-Unis, Pfizer-BioNTech et Moderna ont distribué 100 millions de doses. Le coup le plus dur a été l’évaporation de 80 millions de doses promises par AstraZeneca. Sur les 120 millions prévus, le laboratoire britannico suédois n’est en mesure d’en livrer que 40. AstraZeneca ayant respecté les volumes et les délais convenus avec le Royaume-Uni, à Bruxelles, on soupçonne que le laboratoire a vendu à Londres (22 millions de personnes vaccinées) des doses initialement destinées à l’UE.

L’Occident n’a pas mis un sou pour le développement de Spoutnik V. Au lieu de cela, il a dépensé un total de 16 milliards de dollars exclusivement sur des fonds pour la recherche et la production d’autres vaccins à partir de laboratoires privés ([Operation Warp Speed](https://fr.wikipedia.org/wiki/Op%C3%A9ration_Warp_Speed)). L’UE a investi 2,9 milliards de dollars dans ces aides. L’Occident a laissé Spoutnik V dans le congélateur. Les désaccords avec Moscou et la politique de géométrie variable que l’UE applique quand cela lui convient, ainsi que la crainte que la Russie étende son influence dans la zone occidentale ont dépassé de loin d’autres considérations. Un climat torride de «guerre froide» entoure la production et la distribution de vaccins. Ce climat va bien au-delà des antagonismes entre Russes et Occidentaux. Cela concerne également les relations entre les pays de l’axe occidental et leurs laboratoires.

*Eduardo Febbro est correspondant du quotidien argentin Página 12 et journaliste de RFI à Paris. Article paru en espagnol dans Pagina 12 et en français dans* [*El Correo de la Diaspora*](http://www.elcorreo.eu.org/Les-echecs-geopolitiques-retardent-l-approbation-du-vaccin-Spoutnik-V) *(http://www.elcorreo.eu.org)*

Désobéissance : Lettre ouverte aux « décideurs »

*Par* ***le collectif Liberanos***

Mesdames, Messieurs les Ministres, membres des conseils scientifiques, ministres-présidents et autres « décideurs », Par la présente, nous vous informons que nous avons désobéi, que nous désobéissons et que nous désobéirons encore.

[](https://www.liberanos.eu/images/Alice-Magos_Liberanos.jpg)

Nous désobéirons encore parce que nous ne pouvons pas rester cloîtrés chez nous sans juste motif. Nous avons besoin de respirer sans peur et sans masque l’air plus pur de nos campagnes et celui pollué de nos villes. Nous demeurons, plus que jamais, dans le besoin d’entourer nos parents et grands-parents, d’embrasser et câliner nos enfants et petits-enfants, d’enlacer et soutenir nos frères, nos sœurs, nos amis. Nous ne nous arrêterons plus de chanter, de crier, de rigoler et d’aimer. Nous désobéirons encore parce que nous n’accepterons jamais que vous déclariez dangereuses et hors la loi les joies de la vie, les rencontres, les fêtes familiales et culturelles.

Nous nous engageons à ne pas mettre en danger la vie des autres, au contraire, nous respecterons des règles d’hygiène fondamentales à la vie en société, nous renforcerons notre immunité collective, sans devenir fous d’angoisse, ce qui comme vous le savez affaiblirait notre santé et celle d’autrui. Nous continuerons à aider nos parents «vulnérables», nos proches, et aînés, à ne pas mourir de solitude ; nos femmes et nos enfants à ne pas être victimes de violence intrafamiliale, qu’elle soit physique, morale ou psychologique. Nous continuerons à faire découvrir en premier nos visages à nos nouveau-nés. Nous avons décidé de désobéir parce que nous côtoyons chaque jour des femmes et des hommes extrêmement anxieux face à cette «nouvelle» maladie, et qui, parfois, ont souffert, eux-mêmes ou leurs proches. Nous respectons notre prochain et comprenons parfaitement leur légitime désarroi. Mais nous ne mourrons pas par peur de vivre. Nous prônerons le dialogue, ainsi que le bon sens. Nous sommes conscients que, parmi nos semblables, nombreux sont ceux qui doutent et ont, par conséquent, eux aussi, transgressé quelques interdits. A bout de souffle, il n’y a que ces «écarts» qui nous permettent une certaine forme de survie. D’autant plus que les «flagrants délits» sont les vôtres en premier.

Nous désobéirons encore parce que nous ne supportons plus vos incohérences, vos mensonges, votre manque d’empathie, votre intolérance, votre censure et votre refus de répondre aux questions légitimes, votre manque de transparence et hostilité à tout débat démocratique. Quand l’état que vous pilotez infantilise et condamne des pans entiers de sa population, qu’il conduit nos aînés, nos commerçants, nos restaurateurs, nos artisans, nos artistes, nos coiffeurs, nos étudiants, nos jeunes et leurs familles, à la ruine, à la misère, à la rue et au suicide ! Quand cet état s’érige en donneur de leçons, en sauveur, alors qu’il a détruit et détruit encore nos services publics, qu’il étrangle nos hôpitaux et nos soignants par des décennies de coupes budgétaires. Et un an de crise sanitaire n’a vu aucune amélioration de leur situation. Alors que l’État se prétend à la hauteur de la situation, nous demeurons dubitatifs : où étiez-vous donc quand il aurait fallu agir contre ce qui nous rend malades ? … Les polluants qui saturent nos poumons, la malbouffe qui détruit notre santé au quotidien, le travail toujours plus abrutissant voué au bien-être des actionnaires, les écrans et jouets connectés qui nous empêchent de penser ? Vous allez maintenant nous faire croire que vous vous souciez du bien commun ?

Nous désobéirons encore parce que nous ne croyons pas aux coûteux remèdes miracles sortis des boites de Pandore des firmes pharmaceutiques, en lice pour celle qui touchera le pactole en premier, alors que ces multinationales se protègent préventivement contre les effets secondaires d’un vaccin que l’État nous vend comme inoffensif, tout en avouant qu’il ne sait même pas s’il nous protège. Nous rejetons l’arrogance de ceux qui gèrent une maladie nouvelle à coup de protocoles d’interdictions et bannissent toute autre option, alors que l’absence de débat est flagrante et la censure sévit sans vergogne. Nous pensons que l’écoute respectueuse d’opinions divergentes, tout comme les compétences acquises par les praticiens de terrain, l’utilisation de remèdes anciens, bon marché, la recherche indépendante et le débat public permettraient de gérer et d’anticiper de futurs développements de cette maladie, mais aussi de «sauver des vies» et d’éviter les «dégâts collatéraux», pour employer le vocabulaire guerrier que certains parmi vous affectionnent… Nous savons que nous avons une probabilité de 99 % de mourir d’un cancer, d’une maladie cardiovasculaire, cérébrovasculaire, et même, pourquoi pas, de vieillesse plutôt que de ce virus.

N’oublions pas ce qu’a répété toute sa vie Albert Jacquard, ce grand humaniste, généticien et biologiste français, mort en 2013 des suites d’une leucémie (époque où l’on pouvait mourir d’autre chose que du virus SARS-CoV-2…) : «Je suis les liens que je tisse avec les autres. Les autres ne sont pas notre enfer parce qu’ils sont autres ; ils créent notre enfer lorsqu’ils n’acceptent pas d’entrer en relation avec nous». Nous désobéirons donc pour ne pas être contaminés par votre enfer, vos muselières, vos anathèmes, vos diktats et vos discours relayés servilement par des médias aux ordres. Nous désobéirons pour que le monde de demain ne soit pas pire que celui d’avant et, surtout, qu’il soit meilleur, juste et décent, respectueux de la Terre et de tout ce qui y vit.

Nous appelons à boycotter tous ceux qui nous méprisent et nous précarisent sans complexe. Nous souhaitons vivement rendre la désobéissance contagieuse pour qu’ensemble nous prenions conscience de notre pouvoir de guérison. Que nous décidions ensemble de notre avenir commun, par des mesures prises en respectant les droits et nos institutions démocratiques, et non en les bafouant à coup d’état d’exception et autres. Si l’argent et le pouvoir sont vos moteurs, les nôtres sont la liberté, ainsi que le droit, dans le respect du bien commun. Comme le citait avec tant de justesse l’auteur Frédéric Gros, «À partir du moment où on obéit comme des machines, désobéir devient un acte d’humanité».

*Pour signer :* [*http://www.liberanos.eu/*](http://www.liberanos.eu/)

Les Rois du Nonsense 2

*Glané sur le net par Benoist Magnat*

**

Mondialisation : vers l’Eden ou le zoo humain ?

*Par Jacques-Robert Simon*

Plus personne ne doute de l’intention messianique des Etats-Unis de façonner le monde à leur image. Le processus est simple : les états s’endettent pour que leur peuple jouisse à satiété, la dette ancre le pays dans le système, les organisations politiques et sociétales locales sont alors mises aux normes américaines. Pourquoi pas ? Mais cette approche peut-elle être pertinente alors que le problème essentiel que l’on affronte est d’ordre écologique ?

L’apparition de nouvelles technologies de communication et le développement des moyens de transport ont permis une libéralisation des échanges à l’échelle de la planète, mettant à mal les gouvernances locales et les droits acquis des salariés. Le capitalisme mondialisé tend à uniformiser les activités partout où il règne, sans toutefois amoindrir les inégalités et les antagonismes de classe. Prenons un exemple de ce que l’on peut attendre de la «mondialisation», terme consacré en novlangue des médias pour signifier capitalisme mondialisé.

Le revenu moyen d’un habitant de l’Inde est approximativement 10 fois plus faible que celui d’un Français. À compétence et environnements égaux, un investisseur a tout intérêt à faire fabriquer tout objet coûteux en main d’œuvre en Inde. La production globale de richesse va augmenter dans ce pays et le niveau de vie de l’Indien s’améliorer. Dans le même temps, pour être compétitif, celui du Français de même qualification doit au mieux rester constant. La convergence économique des deux pays peut se produire à terme ; cependant l’Inde compte 1,25 milliards d’habitants contre 0,0658 milliards pour la France, la convergence implique nécessairement une baisse importante du niveau de vie Français. Tout le monde, même les économistes, a compris cela. Avec les logiciels dont ils disposent, ils peuvent même prédire au bout de combien de temps une uniformité économique se produira. Le capitalisme peut réaliser ce que les propositions tiers mondialistes n’ont pas réussi : la décroissance des pays riches, la croissance des pays pauvres. C’était en effet une condition *sine qua non* pour atteindre l’Eden. Cependant, les inégalités au sein des pays, riches comme pauvres, ne diminuent pas. L’inégalité est de fait le ciment social qui permet à une société de type capitaliste d’être fonctionnelle : le zoo humain est proche de l’Eden.

Il subsiste des problèmes : le rattrapage, souhaitable du point de vue moral, est-il possible sans heurts ? La capacité de la planète à fournir les ressources nécessaires suffira-t-elle pour le monde futur ? La réponse est clairement non pour ces deux points.

Un ressortissant des USA consomme en énergie 3,6 fois plus que la moyenne mondiale, à mettre en parallèle avec les populations respectives : 320 millions contre plus de 7 milliards. Il faudrait fournir à l’humanité 80 fois plus d’énergie qu’actuellement pour assouvir la soif de consommation des habitants de la planète à hauteur de celle des États-Unis. L’alignement de ces quelques chiffres a été fait par tous et chacun a pris conscience du problème qui se pose. Les gouvernants bardés d’experts les connaissent parfaitement et peuvent en saisir les tenants et les aboutissants. Puisque le but est hors d’atteinte et que chacun le sait, que propose-t-on ?

Au cours des années 70 se développa une tentative de création d’ «Hommes nouveaux» : sobres, respectueux de la nature, favorisant une production artisanale de qualité sur une autre massive et standardisée. Cette approche, essentiellement associée au monde occidental, se révéla incompréhensible pour ceux qui n’avaient rien de ce qu’avaient ceux qui le proposait. Cet «Homme nouveau» voulait changer le monde en se changeant lui-même, en écartant toute bestialité résiduelle, il exécrait la domination, la coercition ; il proposait un nouveau monde par la loi mais surtout par l’exemple. Certains aspects ont infusé, les mécanismes de domination sont devenus plus feutrés, la féminisation des sociétés a progressé, mais les rapports sociaux sont restés principalement basés sur la puissance, celle de l’argent presque uniquement L’«Homme nouveau» semble donc mourir avant même d’être vraiment né. De toute façon son environnement ne pouvait pas l’abriter. Les énergies renouvelables nécessitent une dispersion de l’habitat. Il est absolument impossible d’alimenter de grandes métropoles de plusieurs millions d’habitants avec des cellules photovoltaïques ou des éoliennes. Or le monde entier se rue vers la construction ou l’extension de telles mégapoles. L’homme sobre, respectueux de la différence et de la nature ne sera pas l’espèce qui aurait pu peupler un Eden.

Un autre type d’ «Homme nouveau» peut être envisagé, moderne ou du moins prétendu tel, connecté, branché, possédant des fonctions étendues par la technologie (des prothèses commandées par son cerveau), hyperpuissant, immortel grâce à des cellules "reprogrammées", il s’agit de l’ «Homme 2.0» de Google. Ces Goldorak d’un nouveau genre diffèrent par maints aspects de l’*Homo sapiens* dans le fait qu’ils ne sont ni intelligents, ni sages, ni raisonnables, ni prudents. Leurs performances techniques, physiques, calculatoires sont exceptionnelles, inaccessibles au commun des mortels, mais il leur manque l’essentiel : une âme ; ce sont donc des morts qui s’agitent. L'âme est le principe immanent et transcendant, de toute entité douée de vie, elle est indistincte de la vie, puisque c’est la vie. Lorsqu’une personne meurt, son âme la quitte, écrit-on souvent. Certains croient que cette âme va vers un au-delà, d’autres pensent que la mémoire des Hommes sert à conserver celle-ci. La différence est ténue entre croyants et non-croyants (lorsque ce ne sont pas des incroyants). C’est cette âme qui a permis les innovations les plus folles, les pensées les plus échevelées, les constructions les plus hardies. L’Homme 2.0 n’a rien de tout ceci même si imiter les 100 milliards de neurones du cerveau et les neurones qui le constituent n’est pas hors de portée du génie humain. Mais encore faudrait-il assurer la connexion entre ceux-ci (il y a 10 000 synapses par neurone) par l’intermédiaire de diverses molécules chimiques. Mais les cerveaux eux-mêmes ne sont pas isolés : ils interagissent les uns avec les autres non plus par des molécules mais à travers ce que l’on nomme généralement la pensée, même si le terme paraît quelquefois galvaudé. L’intelligence humaine n’est pas celle d’un homme, c’est l’œuvre de tous. Les algorithmes les plus sophistiqués ou les réseaux de transistors les plus performants ne peuvent guère rivaliser. D’ailleurs une partie ne peut pas remplacer un tout.

Deux «Hommes» s’affrontent : l’un doit-il périr ? Nous sommes à la croisée des chemins : va-t-on vers l’Eden ou le zoo humain. Les deux propositions sont inconciliables : l’instinct contre la raison, la domination contre le respect, la délocalisation des ressources d’énergie contre les centrales, tout les sépare.

Dès le milieu du siècle dernier, les Etats-Unis se sont eux-mêmes déclarés «champion» du monde libre, de fait le leur. Il n’est pas utile d’énumérer les exemples de la manière forte qu’ils n’hésitent pas à utiliser : des bombardements d’Hiroshima et de Nagasaki, à ceux du Vietnam et plus récemment l’expédition militaire en Irak. À côté de cette manière forte, l’attraction quasi-irrésistible pour le «look» américain finit de convaincre ceux qui doutaient encore de la mission de nature divine des USA. Il est vrai que c’est le seul pays qui puisse faire régner l’ordre au niveau mondial, ses dépenses militaires à lui seul étant égales à celles de tous les autres pays réunis. Le futur du globe risque donc très vraisemblablement de ressembler aux actuels Etats-Unis : une infime minorité de «riches» qui dominent hors de tout cadre démocratique réel une immensité de démunis rendus soumis par quelques subventions, l’accès libre au sexe et à la télévision. Bâtir autre chose nécessiterait d’immenses efforts et beaucoup d’intelligence, mais certes pas celle qui sert à passer des concours.

La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

**Responsable de la publication**: Jean-Luc Gonneau

**Rédaction en chef** : João Silveirinho

**Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet, Jancry **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de la Gauche Cactus…et de l’humour en plus !

1. Discours du 10 décembre 1948 de Jaime Torres Bodet, directeur général de l'UNESCO, in Chloé Maurel, *Les grands discours de l'UNESCO.* 2021. [↑](#footnote-ref-1)
2. Fabien Scheidler, *La fin de la mégamachine,* Éditions du Seuil, 2020. Livre fondamental sur les structures de domination. [↑](#footnote-ref-2)
3. Fabien Scheidler, op. cité. [↑](#footnote-ref-3)
4. Discours devant le Congrès des États-Unis, le 11 septembre 1990. [↑](#footnote-ref-4)